

LE REGARD DE LA BOURGEOISIE INTERNATIONALE SUR LA CRISE ACTUELLE (16-11-2020)

RISQUE POLITIQUE ET SOCIAL

Entre une *timide reprise*, mécanique après le marasme du premier semestre lié aux mesures de restrictions prises face à la pandémie de Covid-19 et une *vague de défaillances* d'entreprises, qui arrive lentement mais sûrement dans la plupart des pays, le monde des affaires est dans l'expectative. Selon **Le Baromètre de Coface**¹ pour le troisième trimestre, publié le 1^{er} octobre, ce temps incertain est aussi celui de la **montée en puissance du risque politique et social** qui pourrait saper durablement l'économie de certains pays.

*“Comme au trimestre dernier, les incertitudes entourant les prévisions présentées dans ce baromètre sont très élevées. Elles sont principalement liées à la situation sanitaire mondiale : depuis le mois de juin, la pandémie a continué à prendre de l'ampleur. En attendant un vaccin et/ou un traitement, les entreprises et les ménages ont reporté leurs dépenses et leurs projets d'investissement, à la fois par contrainte (pendant la période de confinement) et par précaution. Au total, Coface prévoit un taux de croissance mondial de **-4,8% en 2020, suivi d'un rebond de 4,4% en 2021**. Selon ces prévisions, le PIB de la zone euro et celui des Etats-Unis à la fin de 2021 resteraient respectivement 3,5 points et 2 points en dessous des niveaux de 2019. Cela signifie qu'il faudrait **au moins 3 ans pour revenir aux niveaux de production d'avant la crise**. Le constat est similaire en ce qui concerne le commerce mondial : le rebond attendu l'année prochaine (+3,5% au T4 2021 par rapport au T4 2020) sera loin de compenser la baisse attendue pour cette année (-13%). Cette tendance n'est pas homogène : selon nos prévisions, parmi les 20 économies qui réaliseraient la plus forte croissance cumulée au cours de ces deux années (au moins 5 points de pourcentage de plus qu'en 2019), environ la moitié se trouvent en **Asie** (y compris la Chine et le Vietnam). L'autre moitié est composée exclusivement de pays africains. À l'autre bout du spectre, parmi les 15 économies les moins performantes (c'est-à-dire dont le PIB de 2021 est inférieur d'au moins 7 points de pourcentage à celui de 2019), **7 se trouvent en Amérique latine**. L'Afrique du Sud et le Nigeria font également partie de ce groupe. Ce niveau d'activité économique durablement inférieur à celui d'avant la crise devrait avoir des conséquences sur l'emploi et les faillites d'entreprises. **Par conséquent, il est également susceptible de favoriser une augmentation du mécontentement social**. La mise à jour annuelle de l'indice du **risque politique** de la Coface, publiée dans ce baromètre, met en évidence **une double tendance** : d'une part, **une diminution du risque de conflit au niveau mondial**, mais d'autre part, **une augmentation du risque de fragilité politique et sociale**. **L'Iran et la Turquie sont parmi les pays dont le niveau de risque social a le plus augmenté**. Compte tenu du contexte unique de cette année, nous avons construit un indicateur d'exposition à la crise COVID-19, afin d'identifier les populations les plus touchées qui sont les plus susceptibles de se retourner contre leurs gouvernements. Cette*

¹ <https://www.coface.fr/Actualites>

analyse montre que plusieurs pays d'Amérique latine (Brésil, Mexique, Pérou, Colombie), ainsi que l'Afrique du Sud, présentent à la fois un risque politique et social élevé et une forte exposition à la crise COVID-19".

LES CHIFFRES DE LA CRISE

Un chiffre qui fait froid dans le dos : + **32 %**. Telle est la prévision de **l'augmentation du nombre d'entreprises dans le monde appelées à se déclarer en cessation de paiement entre 2019-20 et 2021**.

Dans le détail c'est **Hong Kong** qui devrait être le plus impacté avec une hausse de + 78 % des défaillances, suivi de l'**Australie** (+ 50 %), de la **Turquie** (+ 48 %), de la **Pologne** (+ 44 %), des **Etats-Unis** (+ 44 %), du **Portugal** (+ 39 %), du **Brésil** (+ 35 %) et du **Royaume-Uni** (+ 33 %).

A l'autre bout du spectre, les pays dont les entreprises seront les moins touchées sont : Taïwan (+ 1 %), l'Afrique du Sud (+ 2 %), le Canada (+ 5 %), la Corée du Sud (+ 9 %), le Danemark (+ 11 %), l'Allemagne (+ 11 %), l'Espagne (+ 16 %) et la France (+ 16 %). Globalement, **l'Europe devrait tirer son épingle du jeu avec « seulement » + 22 % de défaillances**, contre 29 % dans la région Asie-Pacifique et 41 % en Amérique du Nord.

DISPARITES DES PERSPECTIVES SELON LES ZONES

Coface anticipe par ailleurs **une contraction de - 13 % du commerce international** cette année (avant une hausse de + 3,5 % l'an prochain) et **un rebond de + 4,4 % du PIB mondial en 2021**, après une chute de - 4,8 % en 2020. Des chiffres proches de ceux annoncés par Euler Hermes², autre spécialiste de l'assurance-crédit : un PIB 2020 en recul de - 4,7 % et des échanges internationaux en baisse, également de - 13 %. Ces statistiques n'incluent cependant pas l'**éventualité d'un reconfinement strict et généralisé**, qui viendrait encore assombrir ces prévisions. Ajoutons à cette incertitude, de **grandes disparités, région par région**, et **à l'intérieur même de certaines d'entre-elles**.

Ainsi, parmi les économies affichant les meilleures perspectives de hausse de leur PIB à l'horizon 2021 (par rapport à 2019) figurent essentiellement des **pays asiatiques (Chine, Vietnam, Bangladesh)** et **africains (Mali, Liberia, Malawi, Burkina Faso)**. A l'inverse, les pays enregistrant les plus grosses baisses de leur PIB seront essentiellement **latino-américains (Equateur, Nicaragua, Venezuela, Mexique, Belize)**, mais on y retrouve aussi quelques pays africains (**Namibie, Ethiopie...**).

Difficile d'y voir clair tant la situation est disparate, d'autant plus que son évolution dépendra de l'évolution de l'épidémie de Covid-19 et de sa gestion par chaque gouvernement.

² <https://www.eulerhermes.fr/actualites/scenario-macroeconomique-2020.html>

UNE CRISE QUI NOURRIT DANGEREUSEMENT LE MECONTENTEMENT SOCIAL

Pour Julien Marcilly, chef économiste de Coface, une chose est sûre : « *Comme le gâteau sera plus petit, il faudra s'attendre à des conflits de répartition* ».

Le risque de tension est **particulièrement fort dans certains pays en développement** où les ressources mobilisées pour **lutter contre le coronavirus** amenuisent *les réserves des banques centrales et réduisent considérablement d'autres budgets*. Des pays dans lesquels le Covid-19 peut aussi constituer *une bonne excuse* pour retarder des élections ou cadrer une opposition un peu trop remuante, par exemple.

Autant de frustrations pour des populations dont la pauvreté est en train de s'aggraver. Les estimations de la Banque Mondiale³ prévoient en effet qu'**entre 88 et 115 millions de personnes pourraient basculer dans l'extrême pauvreté** à travers le monde, dont **27 millions en Afrique subsaharienne**. «*Selon nos estimations, entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires basculeront dans l'extrême pauvreté en 2020, ce qui signifie qu'entre 703 et 729 millions d'individus vivront avec moins de 1,90 dollar par jour. Le taux d'extrême pauvreté se situera entre 9,1 et 9,4 %, ce qui nous ramènera trois ans en arrière, aux niveaux de 2017. La situation risque de continuer à se dégrader en 2021, avec 23 à 35 millions de pauvres supplémentaires, soit un nombre total de nouveaux pauvres estimé entre 110 à 150 millions à cette échéance*».

Mais les **pays développés ne sont pas à l'abri** d'une bouffée de mécontentement social : «*Lorsque des frustrations existent, que les populations disposent d'instruments pour les exprimer, comme Internet par exemple, le risque social est élevé* », souligne Julien Marcilly.

Ce risque inclut forcément la **perception par les populations de la gestion de la crise par leurs dirigeants**. « *Beaucoup de pays d'Amérique Latine très exposés au risque sanitaire ont un risque politique élevé en raison du fort mécontentement de leurs populations quant à la gestion de la crise par leurs gouvernements respectifs, précise l'économiste* ».

Alors qu'on assiste à une diminution du risque "externe" lié aux conflits armés, en raison d'une baisse du nombre de ces crises au niveau mondial, **le risque de fragilité politique et social** est en train de prendre une ampleur jamais vue auparavant en particulier en **Espagne**, aux **États-Unis**, au **Royaume-Uni** et en **France**, pour les pays développés, ainsi qu'en **Iran**, en **Turquie**, en **Amérique latine (Chili, Brésil, Mexique, Pérou et Colombie)** ainsi qu'en **Afrique du Sud** pour les pays en voie de développement.

³ <https://www.banquemondiale.org/fr/research/brief/poverty-and-shared-prosperity-2020-reversals-of-fortune-frequently-asked-questions>

QUE DIT LE RAPPORT EULER HERMERS

9 mois après l'apparition du virus Covid-19, où en est l'économie mondiale ? Alors que l'activité internationale a été brusquement interrompue lors du premier semestre de 2020, des signes de reprise sont-ils en train de s'installer ? Comme tous les trimestres, Euler Hermes actualise son scénario macroéconomique international. Selon le leader mondial de l'assurance-crédit, le retour à la normale ne semble pas se profiler à court terme. Le retour aux niveaux d'avant-crise n'interviendra pas avant 2022.

Après un fort effet de rattrapage au troisième trimestre de 2020, un ralentissement de la reprise est à prévoir au quatrième de 2020 et premier de 2021. En cause principalement, le durcissement des mesures sanitaires destinées à enrayer la propagation du virus. Celles-ci freineront les perspectives de redémarrage d'activité à l'échelle mondiale. Euler Hermes prévoit une récession mondiale de *-4,7% en 2020*, suivie d'un rebond de croissance de *+4,6%*. Il faudra encore au moins 2 ans pour un retour à la normale.

Grâce aux mesures étatiques de soutien aux entreprises et à l'ajustement des dispositifs de procédures collectives dans de nombreux pays, dont l'objectif était de laisser le temps aux entreprises de s'adapter au contexte sanitaire et économique, le nombre de défaillances dans le monde a reculé de *-7%* au premier semestre de 2020. Mais il s'agit d'un effet trompe l'œil : la tendance devrait s'inverser dès le quatrième trimestre de 2020, lorsque le traitement des procédures de faillites reprendra son cours et que le soutien public aux entreprises s'estompera. Ainsi, Euler Hermes estime que le nombre de défaillances dans le monde croîtra de *+31%* entre 2019 et 2021. Aucun pays n'est épargné par la résurgence du risque d'impayés.

Malgré un rebond de la demande mondiale de biens plus fort que prévu, les États-Unis et l'Europe Occidentale sont en retard par rapport à la Chine, l'Asie émergente et l'Europe de l'Est. En revanche, en 2020, Euler Hermes prévoit un recul des échanges mondiaux de biens et de services en volume de *-13%* (contre *-11%* dans la crise de 2009). Cela représente une contraction du commerce mondial de biens et services en valeur de *4.000 Mds USD*. Un rebond mécanique des échanges internationaux de biens et services de l'ordre de *+7 %* est attendu en 2021, mais le retour aux niveaux d'avant-crise n'interviendra pas avant 2023 (contre 2022 pour les échanges de biens).

ET LA FRANCE DANS TOUT ÇA ?

Euler Hermes prévoit une récession de l'ordre de ***-9,8% en 2020***, avant un rebond mesuré de *+6,9%* seulement en 2021. Le retour aux niveaux d'avant-crise pour le PIB français n'arrivera au mieux qu'au deuxième semestre de 2022. Déjà ***715.000 emplois ont été supprimés au cours du premier trimestre de 2020*** et Euler Hermes estime qu'avec la suppression progressive des mesures de soutien aux entreprises, le nombre total d'emplois supprimés en France atteindra 1 million d'ici la fin de l'année. Les défaillances d'entreprises françaises devraient reculer de *-9%* en 2020, avant de connaître une explosion de *+32%* en 2021. En cause ici aussi, la mise sous perfusion d'entreprises qui étaient déjà fragiles avant la crise, et qui se retrouveront à nouveau en difficulté dès que les

La bourgeoisie internationale et la crise actuelle

mesures publiques prendront fin et qu'il faudra honorer leurs engagements (le remboursement des prêts garantis par l'Etat, le paiement des charges sociales et fiscales décalées, entre autres). Autre cause non-négligeable de ce décalage, le gel de l'état de cessation de paiement et la fermeture des tribunaux de commerce, qui ont maintenu en vie des entreprises qui aurait en temps normal été déclarées en situation de défaut de paiement. In fine, Euler Hermes estime que 62.000 entreprises seront en situation de défaillances en 2021 en France.

Comme disait Marx dans le "18 Brumaire de Louis Bonaparte" : "*Bien creusé, vieille taupe!*"